



## Des mutations importantes au sein du système politique colombien

Une série de réformes du système électoral et de la Constitution colombienne, ont eu un important impact sur les élections de 2006. La réforme électorale de 2003 a eu pour conséquence de réduire le nombre de partis présentant des candidats aux élections législatives du 12 mars. L'introduction d'un seuil pour la répartition des sièges (2% au niveau national au Sénat, et la moitié du quotient électoral dans chaque département pour la Chambre) a provoqué une importante concentration partisane. Ceci a permis d'éliminer la majorité des listes basées sur la popularité d'un individu en particulier, ayant une influence politique sur un territoire déterminé et refusant d'adhérer à un des principaux partis.

Les élections législatives de mars 2006, ont donné une large majorité à l' « *uribismo* ». Tout au long de la campagne, Alvaro Uribe a apporté son soutien à quatre partis : *Partido Social de la Unión Nacional* (connu comme le *Partido de la U*), *Partido Cambio Radical*, *Partido Colombia Democrática* et *Movimiento Alas-Equipo Colombia*. Ces quatre partis ont fait élire 47 sénateurs, sur un total de 102, et 59 députés, sur un total de 166. Même si ces partis sont tous issus de diverses tendances du Parti Liberal - Uribe aussi d'ailleurs-, ces résultats marquent un tournant dans l'histoire politique contemporaine de la Colombie : le parti politique ayant la plus grande représentation au Sénat cesse d'être un des deux partis traditionnels (libéral et conservateur). Ainsi, le gouvernement d'Uribe s'est-il assuré une majorité au Sénat et à la Chambre, grâce au parti conservateur qui s'est finalement rallié à lui. L'opposition parlementaire comprend le Parti Libéral et le *Polo Democrático Independiente*, qui regroupe la gauche. Selon de nombreux observateurs, ces élections se sont traduites par un relatif basculement vers la droite : l' « *uribismo* » a obtenu 70% des votes, le Parti Conservateur a battu le Parti Libéral et a préservé ses positions sur la scène politique, contrairement à toute attente.

## Des défis pour les quatre prochaines années

Le 28 mai 2006 marque un tournant dans l'histoire politique de la Colombie. Pour la première fois, un président est réélu pour un deuxième mandat consécutif. Ce tournant a été rendu possible par la décision de la Cour Constitutionnelle, qui a autorisé la réélection immédiate en octobre 2005. Alvaro Uribe a obtenu la plus large victoire de l'histoire électorale du pays avec 62,35% des votes, gagnant dans 30 des 32 départements. Ainsi, le bipartisme classique qui a longtemps caractérisé le vie politique du pays a été brisé : ni le libéralisme ni le conservatisme ont obtenu des scores importants le 28 mai. Les deux candidats arrivés en tête sont issus de nouvelles forces politiques : Alvaro Uribe était soutenu par une coalition de six partis (ayant emporté la majorité des sièges au Congrès en mars), et Carlos Gaviria représentait le *Polo Democrático Alternativo*, l'union de divers secteurs de gauche. Les libéraux ont dû se contenter de la troisième position avec Horacio Serpa, tandis que conservatisme, auparavant un parti politique puissant, ne présentait aucun candidat (ayant décidé de soutenir la candidature d'Uribe).

Face à ce panorama, des défis se présentent pour la période 2006-2010. Le principal travail de la gauche sera de s'affirmer comme une véritable plateforme d'opposition et de pouvoir en Colombie. Ce passage vers une modernisation politique, comme certains l'on qualifiée, devrait faire émerger un scénario politique pluraliste respectant les restrictions constitutionnelles et ne polarisant pas le pays.

La sécurité démocratique devra être un des premiers sujets à traiter dans l'agenda du nouveau gouvernement. Celui-ci devra non seulement poursuivre sur sa lancée, en confirmant les bons résultats obtenus tout au long de ses quatre premières années (baisse du nombre d'otages, des homicides, sécurité routière), mais en tentant d'aller au-delà pour résoudre un conflit interne qui dure depuis presque 50 ans. En effet, la « solution militaire » annoncée par Uribe pendant son premier mandat a montré ses limites. Cette fois Uribe devrait tenter d'ouvrir un processus de paix avec les FARC et l'ELN. Par ailleurs, il devra achever le processus de démobilisation des paramilitaires, amplement critiqué par l'opinion publique, ainsi que faire face à l'application de la *Ley de justicia y paz*. Il devra aussi répondre aux accusations de collusions avec les paramilitaires. D'autre part, pour le second mandat, on espère qu'Uribe s'investisse plus dans les questions de protection sociale et d'éducation.

Enfin, Uribe devra déployer beaucoup de tact diplomatique pour s'accommoder du « virage à gauche » de l'Amérique latine. Son statut de meilleur allié des Etats-Unis dans la région, risque de l'isoler au sein du continent.